Camerounaises, Camerounais, Mes chers compatriotes;

L'année 2017 qui s'achève aura été l'une des plus éprouvantes pour notre pays et notre peuple depuis plusieurs décennies.

La paupérisation galopante de l'écrasante majorité des Camerounais s'est compliquée d'une crise budgétaire qui était prévisible, et d'une crise politique sans précédent qui met désormais en jeu la survie même de notre pays, en tant que Nation unie riche de sa diversité culturelle héritée de la colonisation. Bref, la Nation camerounaise se trouve dans une situation critique au seuil d'une année électorale cruciale pour son avenir.

Le président Paul BIYA a hérité de son prédécesseur Ahmadou AHIDJO, en novembre 1982, d'un pays apaisé, stable et prospère, dans lequel, après des années de luttes nationalistes sanglantes, l'on s'était désormais tourné vers un développement global induisant l'élévation du standard de vie des populations. En trente-cinq ans de pouvoir, monsieur BIYA, le RDPC et son régime ont, par leur gestion irresponsable et inconséquente, déconstruit tous les acquis d'hier, notamment l'unité nationale et le vivre-ensemble. Ils ont transformé le pays en un foyer d'insécurité chronique, de tribalisme et de haine ethnique assumés. Le président BIYA et le RDPC ont passé plus de trois décennies à vendre aux Camerounais la paix, dont ils n'étaient du reste pas les artisans. Ils n'ont plus rien à offrir maintenant qu'ils ont plongé le pays dans la

guerre civile, après avoir décidé de mener contre Boko Haram une guerre qui n'était pas celle du Cameroun. Il est désormais clair pour chaque citoyen camerounais que ce ne sont pas ce président et son régime qui peuvent préserver l'unité du pays et la concorde nationale. Comme pour la plupart de ses déclarations, notamment la "rigueur et la moralisation", le président BIYA a parlé d' "intégration nationale" sans foi. Le pays est plus que jamais divisé et la défense de son intégrité territoriale est même passée ces dernières années, par la sollicitation des forces armées d'un pays voisin. On ne pouvait abaisser plus bas une Nation qui fut le phare de l'Afrique centrale et qui est désormais condamnée à regarder avec nostalgie sa gloire passée. Les responsables de ce drame national existent et le peuple camerounais ne doit ni l'oublier, ni accepter qu'ils se réfugient derrière l'inacceptable formule: "On est tous responsable".

Les militants et sympathisants du MRC resteront à jamais reconnaissants des sacrifices consentis par nos braves forces de défense et nos courageuses populations de l'Extrême-Nord pour que la République reste debout face aux terroristes de la secte Boko Haram. Ces sacrifices et souffrances (de nos soldats et de nos populations) sont, faut-il le rappeler, la conséquence dramatique de la faute politique grave du pouvoir qui, depuis trente-cinq ans, a choisi d'abandonner à la merci des prédateurs divers, des parties entières du territoire national et des populations qui y vivent. Occupé à se protéger du peuple, le régime de monsieur BIYA a, en effet, oublié que le pays avait des frontières qu'il faut protéger.

Préférant la corruption politique à la gestion clairvoyante et responsable de la partie septentrionale du pays, il y a tout misé sur une élite à sa solde. Cette élite RDPC qui s'est spécialisée dans la fabrication des résultats électoraux sans rapport avec la réalité politique locale, use et abuse de diverses formes de terreur pour soumettre les populations de ces zones du pays. Avec son soutien, le président BIYA a patiemment et cyniquement construit le terreau de l'insécurité que les terroristes de Boko Haram n'ont eu qu'à exploiter.

Aux braves populations de la partie septentrionale du pays, où la famine menace près de trois millions de nos compatriotes, et particulièrement celles sinistrées de l'Extrême-Nord; aux soldats qui, au prix de leur vie, ont jusqu'ici préservé l'intégrité du territoire national face à ces barbares des temps modernes; le MRC et moi-même adressons notre reconnaissance éternelle, notre solidarité et nos encouragements renouvelés!

Mes chers compatriotes,

Alors que le pays n'avait pas encore définitivement mis hors d'état de nuire les terroristes de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, la question anglophone, actée par le MRC dans sa Vision pour le Cameroun dès sa création en 2012, s'est bruyamment imposée à la vie publique nationale dès octobre-novembre 2016.

Le déni du Gouvernement suivi de son arrogance, du recours immodéré à la force, à la terreur judiciaire et aux opérations militaires punitives de masse avec à la clé des massacres de populations non armées, ont réussi à transformer les revendications sociales et politiques légitimes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en révolte contre le régime et finalement en guerre civile.

Je réitère ma condamnation et celle du MRC, sans réserve aucune, de tout projet de sécession

du Cameroun. De même, je condamne la violence sous toutes ses formes: que ce soit la violence des forces de défense et de sécurité contre des populations non armées - quand bien même celles-ci exprimeraient des revendications politiques - ou la violence de membres des groupes sécessionnistes qui visent soit les soldats s'acquittant de leurs missions de garants de sécurité et de l'intégrité du territoire national, soit les populations et les leaders qui rejettent l'extrémisme.

Au MRC, on ne peut cependant s’empêcher de penser qu'un agenda politique se dissimule derrière la guerre civile que le président BIYA a finalement réussi à imposer au peuple camerounais, en dépit des conseils bienveillants et patriotiques que nous lui avons donnés publiquement, mais aussi informellement de ceux de nombreux autres acteurs politiques nationaux, des pays amis du Cameroun et des organisations internationales diverses, notamment l'ONU. En effet, tout observateur attentif est pour le moins troublé par l’attitude essentiellement guerrière du président de la République et de son Gouvernement, dans une affaire purement politique qui, de surcroît, n’est en réalité que la conséquence de son refus obstiné et irresponsable de mettre en application la régionalisation inscrite dans la Constitution du 18 janvier 1996. À un moment où l’armée nationale est déjà engagée sur le front de l’Extrême-Nord avec un coût humain, économique et financier éreintant pour le pays, où six des dix régions du pays sont fiscalement sinistrées, où le Cameroun est retourné au FMI et que s'ouvre en 2018 une longue année électorale aux engagements financiers importants, on se demande pourquoi le président de la République peut faire basculer le pays dans la guerre civile si ce n'est parce qu'il a choisi la politique du chaos pour conserver le pouvoir, ou parce qu'il n'a plus la lucidité nécessaire pour gouverner le pays. Le résultat est ou sera le même dans les deux cas: un désastre pour le Cameroun.

Quel que soit ce que l'avenir proche nous apprendra sur cette volonté illogique du régime d’entretenir la guerre civile dans les deux régions anglophones de notre pays, le MRC réitère, une fois de plus, son rejet catégorique du glissement du calendrier électoral pour quelque motif que ce soit. Une guerre désirée, provoquée et entretenue par un régime qui redoute de défendre le bilan de trente-cinq ans de règne sans partage et d'errements face à un peuple désormais prêt à s’affranchir de la dictature, ne saurait en aucun cas être invoquée pour justifier un report total ou partiel des élections prévues en 2018.

Ceci dit, malgré les nombreuses vies de soldats et de civils inutilement sacrifiées et les souffrances atroces imposées aux paisibles populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest par la militarisation à outrance et les mesures de terreur administratives, il est encore possible de sauver la paix. Pour cela, comme nous l’avons proposé au Gouvernement sans relâche, il est impératif et urgent d’organiser un dialogue national sincère pour régler en profondeur la question anglophone. En même temps, il faut se pencher sur les réformes politiques, institutionnelles et électorales, rendues incontournables par l’état général du pays et le risque de crise généralisée que font peser sur lui les échéances électorales à venir du fait d'un Code électoral favorisant les fraudes massives et le hold-up des résultats.

Ce dialogue doit être précédé de quelques actions préalables de la part du pouvoir:

• la libération de toutes les personnes détenues ou poursuivies dans le cadre de la crise anglophone; • le retour des réfugiés évalués de façon crédible en milliers; • un message du

président BIYA à l'adresse de nos compatriotes anglophones sur toutes les humiliations qui leur ont été injustement imposées depuis novembre 2016;

• une visite du président de la République dans les deux régions au cours de laquelle il devra, ne serait-ce que pour sauver les formes, parler et discuter avec ses compatriotes anglophones en anglais, de leurs douleurs et de leur mal être, eux qui, sans discrimination, ont essuyé toutes sortes d'insultes (« terroristes », « chiens », « bandits » etc.) de la part de personnalités importantes du régime, lesquelles n'ont jamais été ne serait-ce que rappelées à l'ordre.

S'il était incapable de conduire un tel exercice linguistique et politique, non seulement il justifierait lui-même les revendications anglophones, mais il se disqualifierait de sa fonction présidentielle, dans un pays où les populations viennent de braver les peurs habituelles pour exiger de vivre la plénitude de leur bilinguisme inscrit dans la Constitution, et leur double culture héritée de l'histoire.

Son discours tout récent, fait entièrement en français à l'adresse de la Secrétaire générale du Commonwealth, en dit long sur sa volonté de nier ce biculturalisme colonial.

Néanmoins, nous l'encourageons à entreprendre vis-à-vis de nos compatriotes anglophones cette démarche de responsabilité. Elle est certes contraire à son management politique fondé sur l'arrogance, le mépris et la suffisance à l'égard de ceux dont il tient pourtant la légitimité. Mais dans la situation critique où lui et ses partisans ont plongé le pays, il n'y a pas d'autre solution viable.

Mes chers compatriotes,

Le 02 juin 2017, notre pays a été mis une fois de plus au-devant de la scène à la suite d'une nouvelle tragédie: l'assassinat-noyade de Mgr Jean-Marie Benoît BALA, évêque du diocèse de Bafia, à l'âge de 58 ans. Comme par le passé, notre révolte est restée muette face à ces actes inqualifiables du régime RDPC et ses pratiques ténébreuses. Que la lumière ne soit pas faite à ce jour sur cette mort choquante, comme après les monstrueuses affaires d'assassinat de plusieurs évêques, prêtres, et religieuses de l'Église catholique au Cameroun, le meurtre rituel du jeune Narcisse DJOMO POKAM en plein jour à l'hôtel Hilton de Yaoundé en 2006, ou encore le vol du nourrisson de Vanessa TCHATCHOU survenu en 2011, tout cela dis-je, renseigne à suffisance sur le degré de pourrissement moral du régime qui nous gouverne.

Un an après le désastre d'Eséka du 21 octobre 2016, la douleur des familles et amis des victimes demeure profonde et, à vrai dire le peuple camerounais tout entier reste bouleversé dans son silence. Que ceux qui gouvernent le pays fassent preuve de compassion et donnent des réponses aux familles qui, comme celle de cet avocat, cherche désespérément son épouse Notaire disparue dans ce drame, ou qui attendent d'être fixées pour faire le travail de deuil. Un pouvoir ne peut montrer autant de légèreté et d'indifférence devant tant de malheurs, de traumatismes et de souffrances des populations dont il a la charge. Chacun de nous doit former dans son cœur la résolution de mettre un terme à un tel régime à l'occasion des échéances électorales à venir, car nul n'est à l'abri de telles dérives meurtrières.

Mes chers compatriotes,

Sur le plan économique et social, la situation du pays est, il faut le dire, désastreuse. Je n'ai pas, et vous le savez, l'habitude d'un vocabulaire excessif. Mais je me dois de vous présenter la réalité.

Entre la fin de l'année 2016 et le début de l'année 2017, le Gouvernement a placé à nouveau notre pays sous les fourches caudines du Fonds Monétaire International (FMI). Malgré diverses dénégations, si l'économie camerounaise n'est pas encore techniquement entrée en récession, l'État quant à lui est menacé de faillite. Il s'agit d'un retour à la case départ: on se souvient que cinq ans seulement après l'accession au pouvoir du président BIYA, il s'était tourné vers le FMI alors qu'il venait d'hériter d'un pays prospère, aux finances saines et abondantes. Les Camerounais ont consenti plus de 20 ans de sacrifice pour sortir de l'ajustement structurel. Mais à peine sorti d'un tunnel dont on leur avait annoncé le bout pendant plusieurs années, le Gouvernement est retombé dans la gabegie, un endettement massif pour financer des projets mal étudiés, surfacturés et à l'efficience douteuse. À cela s'ajoutent des errements de politique économique. Et le même président BIYA a placé une deuxième fois le Cameroun sous la tutelle financière du FMI. La boucle est donc bouclée. Un tel échec dans la gestion de l'économie est rare sous un même président de la République. La conclusion d'une analyse objective de la politique et de la conduite économiques de ce régime est désormais une évidence partagée: le slogan "Émergence en 2035" est déjà mort de sa belle mort, parce que depuis le début, un tel objectif était hors de portée de ce Gouvernement qui n'a jamais atteint une seule fois en sept ans, le taux de croissance qu'il s'était fixé lui-même dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) censé nous mener à ce paradis. De fait, avec un taux de croissance d'environ 4% en 2017, inférieur à celui de 2016, dans une tendance durablement baissière, l'économie camerounaise piétine, tandis que la pauvreté et la précarité s'intensifient et se répandent. Le miroir aux alouettes des fameux "projets structurants", baptisés vaniteusement les "Grandes réalisations", a cessé de faire illusion. Engagés après trois décennies sans investissements du Renouveau dans les secteurs concernés, ils sont une collection d'échecs.

Tenez: le barrage de Mekin dont la conception a été ratée n'est toujours pas fonctionnel et on se demande d'ailleurs en quoi il est un projet structurant; le barrage de Memve'ele, construit sans raccordement aux pôles de consommation, est perdu au milieu de nulle part et produira en tout état de cause une énergie hors de prix; le barrage de Lom Pangar qui n'a fait l'objet que d'une mise en eau partielle tarde à produire les effets escomptés sur la production de l'énergie dans notre pays, puisque les coupures d'électricité ne cessent de s'accentuer; le Port en eau profonde de Kribi, un éléphant blanc estimé à quelques 800 milliards de FCFA n'est toujours pas opérationnel pour la partie dite "achevée", et sera surdimensionné lorsqu'il sera complètement terminé puisque prévu pour traiter 100 millions de tonnes alors que de grands ports africains comme Tanger-Med au Maroc et Abidjan en Côte d'Ivoire traitent respectivement 45 millions et 25 millions de tonnes; la construction de l'autoroute Nsimalen-Yaoundé, sur une distance d'à peine 15 Km est à la peine; quant à l'autoroute Yaoundé-Douala, elle est abandonnée: non seulement les 60 premiers kilomètres annoncés depuis des lustres ne sont pas achevés, mais ils commencent et se terminent au milieu de nulle part en pleine forêt. Bien plus grave, sa construction bat le record des prix, car elle coûte 7 milliards de FCFA par km alors que le km ne devrait pas dépasser les 2 milliards.

Sur le plan social, malgré la propagande gouvernementale, les principaux indicateurs du niveau

de vie des Camerounais montrent une forte régression d'ensemble. A l'échéance butoir de 2015, le pays n'avait atteint que 2 des 17 cibles des Objectifs du Développement Durable (ODD), et à l'échéance de 2020 on espère au mieux l'atteinte de la moitié de ces cibles. Suivant les données de l'Institut National de la Statistique (INS), le régime actuel a produit environ 2.500.000 pauvres en plus depuis 1987. Le nombre total de pauvres atteint 8,1 millions de personnes, la région la plus touchée du pays étant l'Extrême-Nord où la pauvreté atteint 74% de la population.

L'espérance de vie est en recul et est estimée à 56 ans. Le sous-emploi atteint 70% de la population en âge de travailler. Le secteur informel, avec une faible productivité, occupe près de 90% des travailleurs. Dans le domaine de la santé, notre pays enregistre environ 600 décès pour 100.000 naissances, alors que des pays moins nantis font nettement mieux: notamment 550 pour le Niger, 345 pour le Burkina Faso, 45 pour le Cap Vert. A peine 3 naissances sur 5 dans notre pays sont assistées par un personnel qualifié, alors qu'on en est à plus de 4 sur 5 dans la plupart des pays du monde. 2 camerounais sur 100 bénéficient d'une assurance maladie. Le nombre de personnes ayant un accès à une eau consommable est dérisoire: le nombre total d'abonnés à l'eau potable était de 500.000 en 2016, alors qu'il est de plus de 700.000 dans un pays comme le Sénégal qui a 1/3 moins de populations que le Cameroun.

S'agissant du logement, le déficit est abyssal. On l'évalue à 1.500.000 unités, cependant que la Société Immobilière du Cameroun (SIC) n'a produit que 14.000 logements en 65 ans, soit en moyenne 215 logements seulement par an. Mes chers compatriotes, Avant l'avènement du régime dit du "Renouveau", les concours d'entrée dans les grandes Écoles ouvrant la voie à la fonction publique et les recrutements au sein des administrations publiques et parapubliques n'étaient certes pas parfaits, mais ils remplissaient pleinement une fonction essentielle dans la construction du sentiment national, de la cohésion sociale, d'enracinement du culte de l'excellence dans l'esprit des jeunes camerounais. Ils jouaient en outre le rôle crucial d'ascenseur social qui permettait aux enfants issus de familles modestes de se hisser par leurs efforts et leur mérite dans les sphères élevées de l'administration, rendant ainsi possible la matérialisation pour tous du grand rêve républicain.

C'est ce système de sélection qui a permis à de nombreux dignitaires de ce pays et même du régime actuel de s'élever au rang social qu'ils occupent aujourd'hui. Mais après avoir traversé la rivière ils ont cassé le pont derrière eux. Le régime Biya-RDPC a tué ce rêve. Désormais, un jeune camerounais ne peut entrer à l'ENAM, l'IRIC, aux Écoles Normales, aux Facultés de médecine, à l'École de police, à l'EMIA, aux Écoles polytechniques et j'en passe, que s'il porte certains patronymes, ou s'il a de l'argent pour s'acheter son succès, ou s'il est le protégé d'une personnalité du RDPC. Les concours sont organisés pour la forme, les résultats étant connus à l'avance. Les dynasties administratives s'organisent.

En effet, sans aucune gêne, ceux qui gèrent le pays sous le régime actuel mesurent désormais leur puissance politique au nombre de leurs progénitures et autres membres de leurs familles qu'ils font «inscrire» comme «admis» aux concours d'entrée dans les principales grandes Écoles donnant accès à la haute administration. La relève dynastique est donc assurée.

En somme, la corruption généralisée du régime a détruit le système éducatif camerounais, en particulier son système universitaire public, qui était l'un des plus performants et des plus

respectés en Afrique toutes régions confondues. Or, si l'on veut détruire un pays, il n'y a pas meilleur moyen de le faire que de détruire son système éducatif. Le recrutement et la promotion des enseignants des universités ont suivi la même pente. Il faut vraiment détester son pays pour laisser prospérer de telles pratiques, qui se déroulent au su des autorités et dans l'impunité totale! Comme de toutes les formes de corruption qui gangrènent mortellement notre pays, le MRC s'engage à purger la société camerounaise de ce mal qui le mine depuis des décennies, si le peuple camerounais le portait au pouvoir à l'occasion des prochaines consultations électorales. Mes chers compatriotes, Lors de son adresse à la jeunesse, le 10 février 2016, le président de la République,

Paul BIYA, avait dévoilé le projet «un étudiant, un ordinateur» qu'il inscrivait alors dans le cadre du «Plan Spécial Jeunes». Dans le sillage de l'annonce présidentielle, le ministre de l'Enseignement Supérieur annonçait que le Gouvernement allait offrir 500.000 ordinateurs aux étudiants des Universités d'État et Institutions Privées d'Enseignement Supérieur (IPES) inscrits au cours de l'année académique 2016-2017.

Ce n'est pas le lieu de s'attarder sur les pratiques délictueuses mises en place par le ministère de l'Enseignement Supérieur et les Universités d'État pour extorquer les fonds aux IPES dans cette opération, ni de s'interroger sur les critères qui ont finalement été appliqués pour la sélection des étudiants bénéficiaires, eu égard au retard pris dans la livraison des premiers ordinateurs qui ne sont arrivés au Cameroun que le 22 décembre 2017, alors que les derniers sont annoncés pour juin 2018. Ce n'est pas non plus le lieu de s'attarder sur les conditions de passation de cet important marché public initialement annoncé de 75 milliards de FCFA mais qui, au prix unitaire de 300.000 FCFA révélé par le Ministre de l'Enseignement Supérieur le 26 décembre 2017, devrait finalement faire de l'ordinateur Paul BIYA probablement l'un des jouets électroniques les plus chers au monde. En effet, au prix unitaire officiel, le coût total de 500.000 ordinateurs s'élèverait alors à 150 milliards de FCFA.

À ce montant exorbitant, il faudra intégrer la rallonge pour l'équipement par Microsoft du système d'exploitation Windows 10, les frais de transport et les intérêts à payer à EXIM BANK China. Au final, ces ordinateurs, ridiculement baptisés "Paul BIYA Higher Education Vision (PB HEV)", coûteront donc près de 200 milliards de FCFA au peuple camerounais. Ils sont achetés à crédit alors que le Gouvernement fête la signature d'une humiliante convention de déblocage d'un prêt budgétaire de 112,83 milliards de FCFA avec la Banque Mondiale négocié péniblement depuis an.

L'idée même de faire fabriquer à l'étranger, avec un prêt dont les termes sont occultes, des ordinateurs pour offrir à des étudiants inscrits au cours de la seule année académique 2017-2018 et non plus 2016-2017, consacre le manque de patriotisme du régime du renouveau, son incapacité à diagnostiquer puis à proposer des solutions aux problèmes sérieux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. En effet, après les étudiants inscrits pour l'année académique 2017-2018, ceux qui suivent sont d'office exclus de la vision pour l'Enseignement Supérieur du candidat Paul BIYA, à supposer qu'il en ait une. Comment ne pas relever que les étudiants qui reçoivent aujourd'hui joyeusement, avec 2 ans de retard, les fameux ordinateurs de marque Paul BIYA sont les chômeurs de demain qui prendront, faute d'opportunités d'emploi, le sinistre chemin de l'émigration qui mène en Europe en passant par la Lybie. Ils se jetteront comme d'autres jeunes avant eux, dans l'aventure du désespoir où,

malheureusement, certains finiront égorgés après que leurs familles aient été rançonnées et d’autres vendus ou traités comme des esclaves sous l'œil des caméras.

Le constat est clair: en fait, les ordinateurs Paul BIYA ne s’inscrivent pas dans une vision d'homme d’État soucieux de s’appuyer sur une réforme pensée de l’Enseignement Supérieur pour arrimer son pays à la modernité, grâce notamment à la facilitation de l'accès de la jeunesse camerounaise aux technologies de l’information et de la communication. Ils participent simplement d'une grossière et maladroite opération de marketing politique liée au lancement de sa campagne électorale.

Ce triste constat ne peut laisser indifférents les citoyens de ce pays, en particulier sa jeunesse estudiantine au nom de laquelle s'organise cette piteuse mascarade qui cache mal une vaste escroquerie. Car, en fait d'ordinateurs annoncés, ce sont des jouets électroniques qui sont distribués à ceux qui seront élus pour ce "don" sur fonds publics du candidat Paul BIYA; un "don" sur prêt qui coûtera très cher aux contribuables camerounais et contribuera à alourdir l'endettement du pays. Cette triste farce des ordinateurs Paul BIYA est la preuve de l’antipatriotisme économique de monsieur BIYA, du RDPC et du régime du Renouveau.

Car, dans un pays comme le Cameroun où le chômage est désormais un facteur d’insécurité grave qui fournit notamment les rangs de la secte terroriste Boko Haram, une cause de désespérance qui alimente la crise anglophone et l’émigration-suicide de la jeunesse, importer 500.000 ordinateurs est l'expression manifeste d'un manque de vision d'avenir pour le pays. En dotant le pays d'usines pour assembler ces ordinateurs à défaut de les fabriquer, le président de la République aurait permis au Cameroun d'accroître sa maîtrise de la technologie dans ce domaine et d'assurer l'approvisionnement des générations actuelles et futures d’étudiants camerounais en équipements informatiques de tous genres. L'implantation de telles usines aurait évité à tout un Gouvernement responsable, patriotique, soucieux de l’emploi, en particulier celui des jeunes, de transformer le fameux "Plan Spécial Jeunes" en une source d'enrichissement de l’industrie chinoise et de création d'emplois pour les travailleurs chinois.

En définitive, les ordinateurs Paul BIYA sont la preuve que M. BIYA, le RDPC et son régime n’aiment pas la jeunesse camerounaise, mais uniquement ce qu’ils peuvent tirer de celle-ci, à savoir, l'instrumentaliser pour se maintenir au pouvoir et poursuivre leur enrichissement scandaleux et sans limite. On ne peut comprendre autrement une opération annoncée dans le cadre d'un "Plan Spécial Jeunes" initié par le Chef de l'État qui se transforme en une opération personnalisée du candidat Paul BIYA à l'élection présidentielle de 2018. La ficelle est grosse et le peuple camerounais n'est pas dupe. C'est le lieu d'élever une condamnation ferme de ce financement de la campagne de M. BIYA par l’endettement public. Le Tribunal Criminel Spécial (TCS) doit donc suivre avec une attention particulière ce qui apparaît comme un détournement de biens publics d’environ 200 milliards de FCFA, sous réserves d’autres surprises à venir, par le candidat naturel du RDPC à la prochaine élection présidentielle. Cette opération menée en collaboration avec la Chine me donne l'occasion de dénoncer les ingérences insidieuses des puissances étrangères dont celles de ce pays, et ce depuis plusieurs années déjà, dans la politique intérieure de notre pays. La collusion entre le Gouvernement chinois et le régime RDPC contre les intérêts du peuple camerounais, se traduisant par des "dons" chinois récurrents et de toutes sortes à ce parti, doit cesser.

Elle est contraire aux lois de notre pays et ne va pas dans le sens des intérêts bien compris de la Chine au Cameroun. Mes chers compatriotes, L'année 2018 sera une année importante en raison des défis que nous lancent les situations sécuritaire, économique, politique et sociale du Cameroun. C'est surtout une année électorale cruciale pour l'avenir de notre cher pays. Le MRC est né sur le constat de la difficulté de l'opposition pourtant sociologiquement majoritaire dans le pays, à s'unir face à ce pouvoir qui a capturé l'Etat. Aussi, notre parti a-t-il fondé sa stratégie sur l'union de toutes les forces réformatrices et du changement. Dans cette perspective unitaire, en 2015 notre parti a fait une offre politique écrite et personnalisée aux partis politiques et aux organisations de la société civile pour la mise en place d'un Secrétariat technique commun chargé de travailler à la proposition de mesures consensuelles pour l'amélioration du Code Électoral dont le double scrutin du 29 septembre 2013 a montré les graves lacunes.

Ces organisations n'ont même pas jugé utile d'accuser réception des correspondances à elles adressées, bien que notre démarche fût empreinte d'humilité. L'avenir du Cameroun et de notre peuple nous interpelle et doit être placé au-dessus de tout orgueil personnel. C'est pour cela que, surmontant l'indifférence des principaux leaders politiques de notre pays à nos démarches d'union, je vais engager dans les semaines qui viennent une campagne nationale de sensibilisation de ces derniers sur l'urgence de la mutualisation de nos forces afin d'offrir enfin aux Camerounais l'alternance politique qu'ils attendent depuis bientôt quarante ans. Dans ce cadre, dès à présent, j'irai à la rencontre des dirigeants des partis politiques de l'opposition, peu importe où ils veulent bien m'accorder une audience. Je vais aussi prendre langue notamment avec des personnalités politiques importantes qui n'ont pas une affiliation partisane connue, les leaders anglophones républicains, les responsables des organisations de la diaspora camerounaise, dans le cadre d'une démarche de large ouverture. La situation critique de notre pays impose une capitalisation et une mutualisation de toutes les volontés et de toutes les expériences. Aussi, me semble-t-il nécessaire de solliciter, malgré leur situation actuelle de détenus, l'expérience et les idées des personnalités importantes telles que l'ancien Premier Ministre, les anciens Ministres d'État Secrétaires Généraux à la présidence de la République et bien d'autres anciens ministres et personnalités d'une telle expérience. Suivant la même démarche, j'irai à la rencontre du monde de l'entreprise et des différentes corporations professionnelles afin qu'ensemble nous fassions cause commune pour lever le Souffle de l'Espoir sur notre pays. Au sein du parti au pouvoir, nombreux sont les patriotes réformistes, et notamment les cadres qui, faute de pouvoir mettre leurs idées et talents au service de notre pays, souffrent en silence devant les résultats politiques, sociaux, économiques et sécuritaires médiocres du régime depuis bientôt quarante ans.

À ces patriotes habités par le souci du redressement national, à ces cadres qui sont marginalisés par les va-t-en-guerre du régime pour leur lucidité, le MRC tend la main pour une synergie des idées et des efforts bénéfiques pour notre peuple. Parallèlement à cette démarche inclusive de mutualisation constructive des idées et des efforts salvateurs pour notre peuple, le MRC continuera d'animer, sous diverses formes, sa revendication pour la révision consensuelle du Code Électoral indispensable pour prémunir notre pays des contestations des résultats électoraux. Mes chers compatriotes, au moment où le candidat naturel de RDPC lance sa campagne pour l'élection présidentielle de 2018, je me sens le devoir patriotique d'en appeler à votre vigilance et à votre ultime détermination pour mettre un terme à l'aventure tragique de ce président et de son régime de souffrance et de malheur, qui ont détruit

méthodiquement l'héritage économique et social florissant légué par son prédécesseur, anéanti nos rêves de développement, abaissé le Cameroun et son peuple talentueux, laborieux, digne et fier au rang d'une Nation quelconque sans relief, qui ne compte plus en Afrique et à plus forte raison dans le monde.

Cet éternel candidat qui veut être un président éternel, n'est finalement en action que lors de la campagne électorale, et encore seulement en photo et à travers ses "créatures" et autres captifs de toutes sortes. Il est donc en route pour 2018, pour un mandat supplémentaire qui devrait lui permettre de totaliser, à quelques années près, un demi-siècle à la tête de l'État! Chers compatriotes, je vous sais lassés de ce vieux régime qui ne peut plus faire de miracle après trente-cinq ans d'échecs, ni pour vous-mêmes, ni pour vos enfants! Alors je vous invite dès à présent, à prendre la ferme résolution que ce n'est pas avec votre voix que le Cameroun deviendra en 2018 la risée de l'Afrique et du monde! La clé du changement dans notre pays est la carte d'électeur et le vote. Ce sont les puissants instruments d'expression de notre volonté commune de tourner la page de 35 ans de dictature rampante, de déconstruction de la Nation et de naufrage économique et social.

Que tous nos compatriotes qui ne l'ont pas encore fait se précipitent dans les bureaux d'ELECAM de leurs localités dès le 02 janvier 2018 pour s'inscrire sur les listes électorales. C'est la dernière occasion qui leur est offerte avant les échéances électorales de l'année prochaine. Je compte sur leur sens du devoir patriotique pour se donner les moyens de participer à la première grande révolution démocratique qui aura lieu en 2018 dans notre pays; car grâce à leur vote, nous débarrasserons le Cameroun de ce régime qui le gangrène pour bâtir une Nation, solidaire et attentive aux plus pauvres, soudée par un vivre-ensemble, construite sur un dialogue sincère et résolument mise sur l'orbite de la modernité. Camerounaises, Camerounais, Au moment de vous quitter, je voudrais vous dire qu'un brillant avenir s'ouvre devant notre cher et beau pays, avec le changement attendu l'année prochaine. Vous vivrez dans un pays où l'on chérit la concorde et la confiance entre Camerounais, où l'ambition patriotique de construire une Nation apaisée et rassemblée, prospère et juste, moderne et puissante, portée par la maîtrise technologique guide l'action de l'État. Vous pouvez compter sur moi pour que nous la bâtissions ensemble.

C'est sur cet engagement que je souhaite à chacun de vous individuellement une bonne et heureuse année 2018.

Vive le Cameroun!

Le Président National du MRC

Maurice KAMTO.

Yaoundé, le 29 décembre 2017.

© MRC : Pr. Maurice Kamto